CELLES QUI COMPTENT

Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités

RÉSUMÉ

À ÉGALITÉ !

OXFAM

RÉSUMÉ OXFAM – JANVIER 2020

Les inégalités économiques échappent à tout contrôle. En 2019, les milliardaires du monde entier, c'est à dire seulement 2 153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes. Ce clivage profond s'appuie sur un système économique sexiste et injuste qui valorise davantage la richesse d'une minorité privilégiée, constituée d'hommes principalement, plutôt que les milliards d'heures de travail de soin - non rémunéré ou peu rémunéré - des femmes et des filles dans le monde. Prendre soin des autres, cuisiner, nettoyer, aller chercher de l'eau et du bois de chauffage sont des tâches essentielles au bien-être des sociétés et des communautés ainsi qu'au bon fonctionnement d'une économie. La responsabilité lourde et inégale du travail de soin perpétue les inégalités économiques et de genre.

Il est temps que cela change. Les gouvernements du monde entier doivent agir maintenant afin de construire une économie centrée sur l'humain qui défend des valeurs féministes et valorise ce qui est réellement important pour la société, plutôt que d'alimenter une course sans fin au profit et à la richesse. Des solutions existent et il y a urgence à les mettre en place : investir dans des systèmes de soin afin de répartir plus équitablement le travail de soin effectué aujourd'hui par les femmes et les filles et mettre en place une fiscalité plus juste et progressive qui taxe davantage les grandes fortunes et qui favorise les aidant-e-s.

© Oxfam International, janvier 2020

Ce document d'information a été rédigé par Max Lawson, Anam Parvez Butt, Rowan Harvey, Diana Sarosi, Clare Coffey, Kim Piaget et Julie Thekkudan.

Les auteur-e-s remercient les différent-e-s expert-e-s ayant généreusement apporté leur contribution : le Women's Budget Group, Corina Rodriguez et Florencia Partenio du réseau mondial Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), Salimah Valiani, FEMNET, Danny Dorling, Christoph Lakner, Jonathan Ostry et Branko Milanovic.

Oxfam remercie Charlotte Becker, Ranu Bhogal, Kira Boe, Rosa Maria Cañete, Rukia Cornelius, Anna Coryndon, Katha Down, Ellen Ehmke, Patricia Espinoza Revollo, Tim Gore, Irene Guijt, Victoria Harnett, Emma Holten, Didier Jacobs, Anthony Kamande, Thalia Kidder, Inigo Macias Aymar, Franziska Mager, Jessica McQuail, Alex Maitland, Katie Malouf Bous, Liliana Marcos Barba, Valentina Montanaro, Joab Okanda, Quentin Parrinello, Oliver Pearce, Lucy Peers, Kimberly Pfeifer, Angela Picciariello, Anna Ratcliffe, Lucia Rost, Susana Ruiz, Alberto Sanz Martins, Emma Seery, Rocio Stevens Villalvazo, Annie Thériault, David Wilson et Deepak Xavier pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-544-0 en janvier 2020.
DOI: 10.21201/2020.5419

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Legrand ; Jérôme Richard) et relu par Pauline Leclère et Barbara Scottu.

Photo de couverture : Clarice Akinyi fait la lessive dans le village de Mashimoni, à Nairobi, au Kenya. Elle se dit fière d'être une travailleuse domestique mais se sent très frustrée et en colère à cause du mauvais traitement que lui ont réservé ses employeurs. Clarice est désormais membre active du projet Wezesha Jamii, dans lequel les femmes collaborent afin de s'entraider et d'améliorer les conditions de vie de leur communauté. Photo : Katie G. Nelson/Oxfam (2017)

AVANT-PROPOS

ROWENA ABEO,
EMPLOYÉE DE GARDERIE, VILLE DE SALCEDO, SAMAR ORIENTAL, PHILIPPINES

Je m'appelle Rowena et je suis employée de garderie dans la ville de Salcedo, aux Philippines.

Avant, dans ma communauté, les femmes ne travaillaient qu'au sein de leur propre foyer, s'occupant des repas, du nettoyage et de la garde d'enfants. Elles étaient aussi en charge de la collecte d'eau. Les hommes avaient plus d'opportunités que les femmes. Avec toutes ces tâches qui incombaient aux femmes, il nous était impossible de rattraper notre retard sur les hommes dans notre communauté. Le fossé entre les femmes et les hommes ne pouvait pas être comblé, entre les revenus touchés, l'éducation reçue et le temps à disposition pour vaquer à d'autres occupations en dehors du foyer.

Voilà dix ans que je suis employée de garderie dans une école. Et je m'occupe aussi du foyer. Cela me prend un temps fou. Je croule sous les tâches que je n'arrive pas à finir. La collecte d'eau est la plus exigeante. Il faut compter trois à quatre heures au total, car la source d'eau est loin. Nous marchons jusqu'à la rivière et portons nous-mêmes nos jerricans d'eau.

Avant, mon mari n'assurait aucune tâche ménagère. Cela faisait beaucoup en plus de mon travail à l'école, mais personne chez nous ne remettait cette situation en question. Les choses ont commencé à changer suite à notre participation à des formations et à des séminaires sur le travail de soin non rémunéré. Désormais mon mari m'aide systématiquement à la maison. Il m'aide dans les tâches ménagères, pour la cuisine, la lessive et le nettoyage, surtout quand je travaille à l'école.

Grâce à Oxfam et SIKAT*, nous avons accès également à des citernes. Nous avons enfin des tuyaux et des robinets, ce qui nous déleste de nos jerricans et de nos seaux. La collecte d'eau prend nettement moins de temps. Pendant que nos jerricans et nos barils se remplissent, nous pouvons nous concentrer sur d'autres tâches.

Le fait de ne plus assumer toutes ces tâches toute seule et de ne plus avoir à parcourir de longues distances pour chercher de l'eau m'a transformée. J'ai plus de temps pour aider dans la communauté. Nous avons créé un groupe d'entraide avec les femmes du voisinage. Nous participons aux opérations de nettoyage dans le *barangay* (village) et à d'autres activités impliquant les femmes dans la communauté. Cela nous permet par ailleurs d'obtenir les fonds nécessaires pour nos moyens de subsistance, les frais de scolarité de nos enfants et les situations d'urgence.

Les femmes doivent encore lutter dans de nombreuses communautés. Je suis heureuse qu'il y ait maintenant cette égalité entre les femmes et les hommes dans la nôtre. Les femmes gagnent en autonomie. J'espère que ces améliorations ne se cantonneront pas à Salcedo, mais qu'elles s'étendront un jour à l'ensemble des Philippines.

* SIKAT – Sentro para sa Ikauunlad ng Katutubong Agham at Teknolohiya – est une organisation caritative et non gouvernementale des Philippines. Elle soutient des communautés côtières autonomes, durables et résilientes qui demandent au gouvernement de faire preuve de transparence et de redevabilité dans des programmes et procédures participatives et réactives. À travers son programme WE-Care, SIKAT collabore avec des groupes d'entraide dirigés par des femmes et avec des hommes afin de mobiliser les membres de la communauté dans le cadre de la préparation aux urgences et de l'autonomisation économique.

REEMA NANAVATY,
DIRECTRICE GÉNÉRALE,
SELF-EMPLOYED
WOMEN'S ASSOCIATION
(SEWA)

Il est largement reconnu que la main-d'œuvre féminine est un pilier pour les familles qui dépendent de l'emploi informel. Pourtant, ce sont bien ces femmes qui sont parmi les personnes les plus pauvres au monde. La SEWA (Self-Employed Women's Association), dont je fais partie, est le plus gros syndicat pour les femmes pauvres travaillant dans le secteur informel en Inde, avec plus d'1,9 million d'adhérentes. Pour la SEWA, il ne fait aucun doute que la pauvreté est la pire forme de violence perpétrée avec le consentement de la société. Seuls le travail, une source d'emplois régulière et la propriété des actifs peuvent atténuer cette violence.

D'après l'expérience de SEWA auprès des femmes pauvres travaillant dans le secteur informel, nous avons appris que pour ces femmes, l'accès à des services de soins est un droit élémentaire. Sans accès à des services abordables, ce sont elles qui assument ces responsabilités pour leur famille, devant alors réduire leur nombre d'heures de travail et donc leur revenu ou déléguer cette charge aux aîné-e-s, compromettant de fait leur éducation. Selon notre fondatrice Ela Bhatt : « Les femmes devraient être payées à temps plein, même si elles travaillent à temps partiel. » C'est à cette seule condition qu'il sera possible de briser la spirale de la pauvreté pour les femmes.

Notre expérience nous indique que les femmes pauvres contribuent non seulement à l'économie familiale et nationale, mais également à l'écologie. Par conséquent, SEWA estime que le travail de soin doit être considéré comme un emploi qualifié et être rémunéré au même titre. Permettre à ces femmes de s'organiser, renforcer leurs capacités, élaborer des programmes et des formations pour améliorer la qualité de leurs services et définir des certifications et des politiques qui leur sont favorables seraient autant de mesures contribuant à la dignité et au respect de soi de ces travailleuses et établiraient de nouveaux standards dans le secteur du soin. Cela ne doit pas venir du haut de la pyramide, mais des travailleuses.

Cependant, nous pensons également que les services de soin ne doivent pas remplacer les soins familiaux, en particulier dans le secteur informel. En effet, les travailleurs et travailleuses du secteur informel travaillent souvent en tant que famille. La famille et les soins ne peuvent donc pas être complétement séparés. Il faut établir un équilibre subtil.

Nous bénéficions d'une occasion unique de reconnaître et de valoriser le travail de soin de millions de personnes dans l'économie conventionnelle, qu'elle soit formelle ou informelle. Le rapport « Celles qui comptent » d'Oxfam nous montre la nature et l'étendue de cette opportunité. Si nous la saisissons, nous nous rapprocherons toutes et tous de ce que nous appelons à SEWA « l'édification d'une économie nourricière », dans une société où la croissance économique est non-violente.

DJAFFAR SHALCHI,
FONDATEUR ET PRÉSIDENT, HUMAN ACT FOUNDATION

On me désigne parfois comme un multi-millionnaire qui a réussi par ses propres moyens. Rien n'est moins vrai. J'ai certes travaillé dur toute ma vie, et je suis fier de tout ce que j'ai accompli. Mais pour être honnête, rien de tout cela n'aurait été possible sans l'aide apportée par le système d'aide sociale danois et les impôts payés par les contribuables pour créer cette société égalitaire et épanouie.

Je suis né en 1961 à Téhéran, en Iran. Ma famille s'est installée au Danemark quand j'étais enfant après une série d'incidents ayant incité ma famille à partir : plusieurs demandes d'immigration rejetées, des séparations forcées et des turbulences dans mon pays natal. J'ai terminé mes études ici, j'ai épousé une Danoise, je suis le père de deux enfants formidables, et j'ai bâti ma fortune en qualité d'entrepreneur indépendant.

J'attribue ma bonne fortune au Danemark et à son système social robuste et inclusif qui valorise l'égalité et offre des opportunités à chacun. Mon pays a adopté un système fiscal à vocation sociale avancé, où les recettes fiscales sont investies dans l'intérêt général des citoyennes et des citoyens du Danemark. Nos recettes fiscales permettent d'offrir à chacune et chacun des soins de santé, une éducation et un solide système d'aide sociale, avec notamment une prestation universelle pour la garde d'enfants.

C'est plutôt simple. Si nous voulons des sociétés plus justes, plus équitables et plus épanouies, alors les plus riches doivent s'acquitter de leur juste part d'impôts. Lorsqu'un milliardaire est soumis à un taux d'imposition plus faible que sa secrétaire, cela montre à quel point la société est malade.

Ce n'est pas étonnant que certaines personnes militent pour qu'il ne puisse plus y avoir de milliardaires. Selon ces mêmes personnes, les très grandes fortunes suivraient leurs propres règles tout en considérant que d'autres règles s'appliquent pour les gens ordinaires.

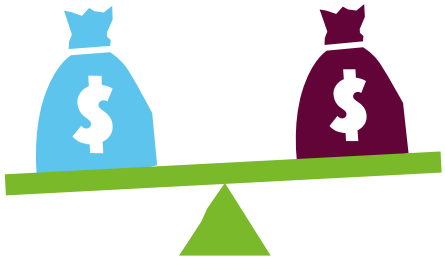
Il faut taxer correctement la fortune. Les riches doivent payer leur juste part d'impôts. Par exemple, une fiscalité de seulement 1 % sur la fortune des milliardaires engendrerait des milliards de recettes pour lutter contre la pauvreté dans le monde et réduire les inégalités.

Sommes-nous prêts à construire une société juste où les richesses et le pouvoir, y compris le pouvoir politique, sont répartis de façon homogène ? Sommes-nous prêts à contester le mythe selon lequel la pauvreté serait un phénomène naturel, qui perdurera peu importe ce que nous mettons en place pour lutter contre ?

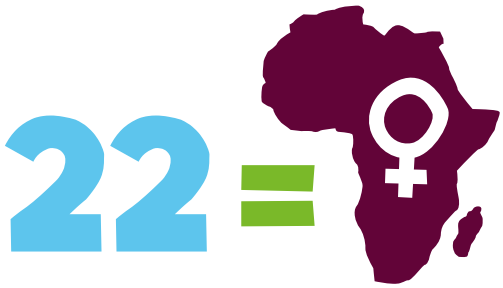
Telles sont les questions cruciales de notre époque. Le rapport « Celles qui comptent » d'Oxfam répond à ces questions et démontre qu'avec les bonnes décisions politiques, il est possible de s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités dans le monde. Nous devons lutter ensemble contre les inégalités économiques, la violence structurelle, les discriminations et l'exclusion, la destruction de l'environnement et toute idéologie despotique pour construire un meilleur avenir pour toutes et tous. Le temps presse : il faut agir de toute urgence.

CELLES QUI COMPTENT[1]

En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement **2 153 PERSONNES**, se partageaient plus de richesses que **4,6 MILLIARDS DE PERSONNES**.

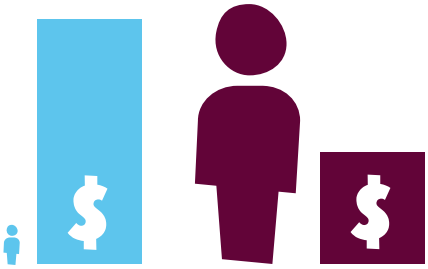


La richesse combinée des 22 hommes les plus fortunés au monde est supérieure à celle de l'ensemble de la population féminine d'Afrique.



Si vous aviez mis de côté 10 000 dollars par jour depuis l'édification des pyramides, vous auriez cumulé seulement un cinquième de la fortune moyenne des cinq milliardaires les plus riches.

Les richesses des **1 % LES PLUS RICHES** de la planète correspondent à plus du double des richesses cumulées de **6,9 MILLIARDS DE PERSONNES.**



La valeur monétaire du **TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ** assuré par les femmes âgées de 15 ans ou plus est d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du **SECTEUR DES TECHNOLOGIES** à l'échelle mondiale.

Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur une période de 10 ans permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer :

117 MILLIONS D'EMPLOIS

dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines.

RÉSUMÉ

L'HISTOIRE DE DEUX EXTRÊMES

Les inégalités économiques échappent à tout contrôle. En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2 153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes[2]. Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus de richesses que l'ensemble de la population féminine d'Afrique[3]. Ces richesses extrêmes côtoient une très grande pauvreté. D'après de nouvelles estimations de la Banque mondiale, près de la moitié de la population mondiale vivrait avec moins de 5,50 dollars par jour, et le rythme de réduction de la pauvreté a ralenti de moitié depuis 2013[4].

EN 2019, LES MILLIARDAIRES DU MONDE ENTIER, AU NOMBRE DE SEULEMENT 2 153 PERSONNES, SE PARTAGEAIENT PLUS DE RICHESSES QUE 4,6 MILLIARDS DE PERSONNES.

Ce clivage profond s'appuie sur un système économique sexiste et injuste. Ce modèle économique défaillant a mis un pouvoir et des richesses considérables entre les mains d'une élite fortunée, notamment en exploitant le travail des filles et des femmes et en violant leurs droits de façon systématique.

Au sommet de l'économie mondiale se trouve une minorité de personnes incroyablement riches. Leur fortune augmente de façon exponentielle au fil du temps, sans trop d'efforts et indépendamment de la valeur apportée à la société.

Dans le même temps, à la base de l'économie, des filles et des femmes (surtout celles vivant dans la pauvreté et issues de groupes marginalisés) assument chaque jour l'équivalent de 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré[5] et bien davantage encore pour des salaires de misère. Leur travail est pourtant essentiel dans nos communautés. Il est le gage de familles épanouies et d'une main-d'œuvre productive et en bonne santé. Selon les calculs d'Oxfam, la valeur de ce travail pour l'économie serait d'au moins 10 800 milliards de dollars[6]. Ce chiffre, bien qu'effarant, reste sous-estimé, la véritable valeur étant nettement supérieure. Pourtant, les avantages financiers reviennent principalement aux plus riches, dont la majorité sont des hommes. Ce système injuste exploite et marginalise les filles et les femmes les plus pauvres tout en augmentant les richesses et le pouvoir d'une élite fortunée.

LE TRAVAIL DE SOIN EST ESSENTIEL DANS NOS COMMUNAUTÉS. IL EST LE GAGE DE FAMILLES ÉPANOUIES ET D'UNE MAIN-D'ŒUVRE PRODUCTIVE ET EN BONNE SANTÉ.

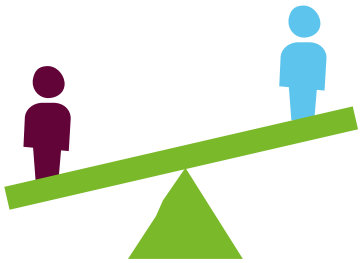
Sans mesures déterminantes, la situation ne peut qu'empirer. Le vieillissement de la population, les coupes dans les dépenses sociales et les changements climatiques menacent d'exacerber encore les inégalités économiques et entre les genres, et d'accentuer toujours plus la crise qui frappe le travail de soin et les aidant-e-s. Si l'élite riche et puissante parviendra sans doute à se relever de la pire de ces crises, ce ne sera pas le cas des personnes les plus vulnérables.

Les gouvernements doivent prendre des mesures déterminantes et audacieuses pour construire une nouvelle économie centrée sur l'humain, au service de toutes et tous et pas seulement d'une élite fortunée, et qui valorise les services de soin et le bien-être avant les profits et les richesses.

AMPLEUR ACTUELLE DU FOSSÉ ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

Le fossé entre les très grandes fortunes et le reste de la société est insondable[7].

- En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes.
- Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique.
- Les richesses des 1 % les plus riches de la planète correspondent à plus du double des richesses cumulées de 6,9 milliards de personnes.
- Si vous aviez mis de côté 10 000 dollars par jour depuis l'édification des pyramides en Égypte, vous auriez cumulé seulement un cinquième de la fortune moyenne des cinq milliardaires les plus riches.
- Si chaque personne s'asseyait sur ses richesses sous la forme de billets de 100 dollars empilés les uns sur les autres, la plus grande partie de l'humanité serait assise sur le sol. Une personne de la classe moyenne vivant dans un pays riche serait assise à la hauteur d'une chaise. Les deux hommes les plus riches au monde se retrouveraient dans l'espace.
- La valeur monétaire du travail de soin non rémunéré assuré par les femmes âgées de 15 ans ou plus est d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies à l'échelle mondiale.
- Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur une période de 10 ans permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer 117 millions d'emplois dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines.



Une femme traverse en scooter le quartier à faible revenu de la banlieue de Ho Chi Minh, au Vietnam, entouré d'immeubles luxueux. Photo : Sam Tarling/Oxfam (2017)

ENCADRÉ 1.

MESURE DES INÉGALITÉS DE RICHESSES DANS LE MONDE

Pour souligner l'ampleur des inégalités économiques dans le monde, Oxfam a examiné en priorité les inégalités de richesses, car elles sont directement liées aux phénomènes de confiscation du pouvoir et participent à la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre.

En compilant les données sur les inégalités économiques utilisées pour nos rapports annuels[8], l'examen des richesses mené par Oxfam s'appuie sur le Global Wealth Report du Credit Suisse, qui est la base de données la plus complète sur la répartition des richesses dans le monde[9]. Néanmoins, le recueil des données sur les richesses reste très complexe en raison d'un grand nombre de données manquantes. De l'avis général, les données utilisées par le Credit Suisse et d'autres pour estimer les richesses sous-évaluent systématiquement la véritable ampleur des richesses[10].

Il est urgent d'investir bien davantage dans le recueil des données sur les richesses et les inégalités de richesses, de sorte que chaque pays puisse appréhender le plus finement possible l'ampleur de la crise des inégalités et puisse mesurer les progrès réalisés pour s'y attaquer.

En l'absence de réponse de la part des dirigeant-e-s, la population descend dans la rue

Alors que les dirigeant-e-s mondiaux ne manquent pas de s'émouvoir dans leurs discours des effets dévastateurs des inégalités, la plupart continuent de mener des politiques qui creusent encore le fossé entre les très riches et les plus pauvres. Les cas du président Trump aux États-Unis et du président Bolsonaro au Brésil[11] illustrent cette tendance à l'extrême. Leurs politiques accordent des allègements fiscaux massifs aux milliardaires[12], sapent les mesures mises en place pour lutter contre l'urgence climatique et alimentent le racisme[13], le sexisme[14] et la haine à l'égard des minorités[15].

Face à ce type de dirigeants, les citoyen-ne-s du monde entier se mobilisent pour dire « Ça suffit ! ». Du Chili à l'Allemagne, d'immenses cortèges défilent contre les inégalités et la crise climatique. Des millions de personnes descendent dans la rue et risquent leur vie pour demander l'éradication des inégalités extrêmes et exiger un monde plus juste et plus respectueux de l'environnement.

Ci-dessous : Scène de liesse entre Naima Hammami, la première femme élue au conseil d'administration de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), et ses collègues. La Commission des femmes de l'UGTT œuvre à la participation des femmes dans l'espace public et politique et défend les droits des femmes dans la région MENA. Photo : Ons Abid/Oxfam Novib (2017)

VUE D'EN HAUT : DE L'ARGENT QUI COULE À FLOTS SANS LE MOINDRE EFFORT

Le sommet de la pyramide économique concentre des milliers de milliards de dollars entre les mains d'une élite très minoritaire composée principalement d'hommes. Leurs richesses sont déjà démesurées et notre modèle économique défaillant renforce toujours plus cette concentration extrême.

Dernièrement, des voix se sont élevées pour demander s'il ne serait pas bénéfique « d'abolir les milliardaires »[16], suggérant qu'ils sont davantage le signe d'un malaise économique que d'une économie en bonne santé. On estime qu'un tiers de la fortune des milliardaires est imputable à un héritage[17]. De tels niveaux d'héritage créent une nouvelle aristocratie qui sape la démocratie.

Une fois mises à l'abri, les fortunes des plus riches s'alimentent par elles-mêmes. Les plus riches peuvent ainsi se contenter de regarder croître leur fortune avec le temps, avec l'aide de comptables chèrement rémunéré-e-s qui leur ont concocté une rentabilité annuelle moyenne de 7,4 % sur leur fortune au cours des dix dernières années[18]. Malgré sa volonté louable de partager son argent, Bill Gates a aujourd'hui une fortune estimée à près de 100 milliards de dollars, soit deux fois plus que lorsqu'il était à la tête de Microsoft.

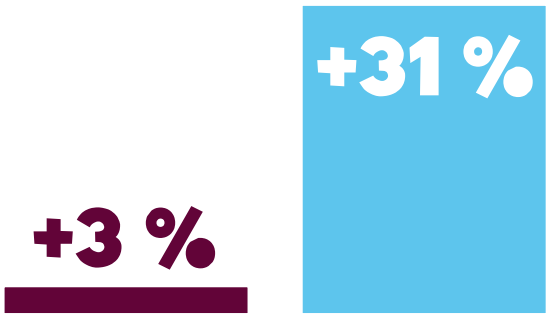
SEULEMENT 4 % DE LA FISCALITÉ DANS LE MONDE PROVIENNENT DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE.

Ces retours démesurés s'expliquent en partie par une baisse de la fiscalité pour les grandes fortunes et les multinationales, avec des taux d'imposition en baisse et une volonté tenace d'échapper à l'impôt. Parallèlement, seulement 4 % de la fiscalité dans le monde proviennent de l'impôt sur la fortune[19]. D'après certaines études, les très grandes fortunes se déroberaient à leurs responsabilités fiscales à hauteur de 30 %[20]. Des taux d'imposition très faibles sur les sociétés leur permettent d'engranger des profits auprès des entreprises dont elles sont les principaux actionnaires. Entre 2011 et 2017, les salaires moyens dans les pays du G7 ont augmenté de 3 %, alors que les dividendes des riches actionnaires ont bondi de 31 %[21].

GRAPHIQUE 2 : LES RETOURS POUR LES RICHES ACTIONNAIRES ONT CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉ, TANDIS QUE LES SALAIRES RÉELS ONT À PEINE ÉVOLUÉ

ENTRE 2011 ET 2017

- Salaires moyens dans les pays du G7
- Dividendes versés aux riches actionnaires



De nos jours, l'extrême richesse s'appuie également sur le sexisme. Notre système économique a été bâti par des hommes riches et puissants qui continuent de définir les règles et de se garder la part du lion. Dans le monde, les hommes détiennent 50 % de richesses de plus que les femmes[22]. Les hommes sont également majoritaires aux postes qui confèrent un pouvoir économique et politique. Seulement 18 % des ministres et 24 % des parlementaires dans le monde sont des femmes. On estime que les femmes occupent 34 % des postes à responsabilité dans les pays où des données sont disponibles[23].

GRAPHIQUE 3 : LES ÉCONOMIES DANS LE MONDE RÉTRIBUENT DAVANTAGE LES HOMMES QUE LES FEMMES

Dans le monde, les hommes détiennent 50 % de richesses de plus que les femmes.

En moyenne dans le monde, 18 % des ministres et 24 % des parlementaires sont des femmes. Par conséquent, les femmes sont souvent exclues du processus décisionnel.

Les femmes soutiennent l'économie en réalisant des tâches peu ou non rémunérées. Elles soutiennent également l'État en assurant le travail de soin qui devrait incomber au secteur public[24]. D'après les calculs d'Oxfam, le travail de soin non rémunéré assuré par les femmes apporte une contribution considérable à l'économie à hauteur d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies. Ce chiffre, déjà énorme, reste sous-estimé. Avec les données disponibles aujourd'hui, ce calcul repose sur le salaire minimum (et non sur un salaire décent) et ne tient compte ni de la valeur du travail de soin pour la société ni du fait que l'économie serait paralysée en l'absence d'un tel soutien. S'il était possible de chiffrer celui-ci, la valeur totale du travail de soin non rémunéré serait encore plus élevée. Ce travail non rémunéré alimente un système économique sexiste qui ponctionne l'argent auprès de la majorité pour le mettre dans les poches d'une minorité.

LE TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ ASSURÉ PAR LES FEMMES APPORTE UNE CONTRIBUTION CONSIDÉRABLE À L'ÉCONOMIE À HAUTEUR D'AU MOINS 10 800 MILLIARDS DE DOLLARS CHAQUE ANNÉE.

Lan travaille dans une usine et occupe deux autres emplois dans la province de Dong Nai, au Vietnam. Ses faibles salaires et le coût élevé de la vie l'empêchent de pouvoir vivre tous les jours avec ses enfants. Elle compte sur ses parents, qui s'occupent de ses enfants pendant qu'elle travaille loin d'eux. Photo : Sam Tarling/ Oxfam (2017)

VUE D'EN BAS : BEAUCOUP D'EFFORTS POUR PRESQUE RIEN

D'après de nouvelles statistiques de la Banque mondiale, près de la moitié de la population mondiale essaie de survivre avec 5,50 dollars par jour (ou moins)[25]. Pour de nombreuses personnes, il suffit d'une facture d'hôpital ou d'une mauvaise récolte pour basculer dans la misère. Cette situation s'explique en grande partie par les inégalités. Une part conséquente de la croissance des revenus dans le monde revient systématiquement aux plus riches, s'éloignant toujours plus du bas de la pyramide. Thomas Piketty et son équipe ont démontré qu'entre 1980 et 2016, les 1% les plus riches ont capté 27% de la croissance des revenus[26], alors que les 50% les plus pauvres se sont contentés de 12% de cette croissance[27],[28]. Nous ne pourrons jamais éradiquer la pauvreté si le système économique continue de répartir les fruits de la croissance de manière aussi inégale[29]. Ce modèle de croissance injuste est aussi intenable dans les limites environnementales de notre planète[30].

POUR DE NOMBREUSES PERSONNES, IL SUFFIT D'UNE FACTURE D'HÔPITAL OU D'UNE MAUVAISE RÉCOLTE POUR BASCULER DANS LA MISÈRE.

Les inégalités économiques s'appuient également sur les inégalités de genre, et la majorité des personnes qui se trouvent à la base de la pyramide économique sont des femmes. Les filles et les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires et mal rémunérés, et ce sont elles qui assument la majeure partie du travail de soin peu ou non rémunéré[31]. Le modèle dominant du capitalisme ignore la contribution économique des femmes et des filles, et alimente des croyances sexistes qui entravent la pleine réalisation du potentiel de femmes et filles [32], comptant sur elles pour réaliser ces tâches, mais refusant de les rétribuer.

LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES S'APPUIENT ÉGALEMENT SUR LES INÉGALITÉS DE GENRE.

QUI ASSUME LE TRAVAIL DE SOIN ?

Le travail de soin est indispensable pour nos sociétés et pour l'économie. Il regroupe des tâches diverses, de la garde d'enfants à l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie physique ou mentale, en passant par tout un éventail de tâches domestiques quotidiennes (cuisine, ménage, lessive, raccommodage, gestion des factures, collecte d'eau et de bois de chauffage)[33]. Si personne n'investissait du temps, des efforts et des ressources dans ces tâches quotidiennes essentielles, les communautés, les entreprises et des pans entiers de l'économie seraient paralysés.

Partout dans le monde, le travail de soin peu ou non rémunéré est assuré de façon disproportionnée par des filles et des femmes pauvres, notamment celles vivant dans des groupes qui, en plus de la discrimination fondée sur le genre, sont confrontés à des discriminations fondées sur la couleur de peau, l'origine ethnique, la nationalité, l'orientation sexuelle et la caste[34]. Les femmes réalisent plus des trois quarts du travail non rémunéré et représentent deux tiers de la main-d'œuvre assurant un travail de soin rémunéré[35].

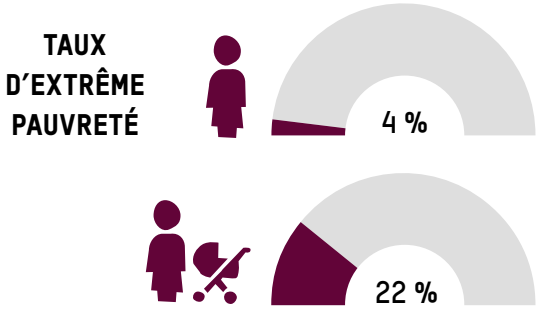
SI PERSONNE N'INVESTISSAIT DU TEMPS, DES EFFORTS ET DES RESSOURCES DANS CES TÂCHES QUOTIDIENNES ESSENTIELLES, LES COMMUNAUTÉS, LES ENTREPRISES ET DES PANS ENTIERS DE L'ÉCONOMIE SERAIENT PARALYSÉS.

Shienna Cabus et sa fille collectent de l'eau à une source locale dans le Samar oriental, aux Philippines. Elles utilisent un chariot pour transporter la lourde charge jusque chez elles. Shienna est membre de l'association d'entraide Bangon Pangdan. Photo : Aurélie Marrier d'Unienville/Oxfam (2017)

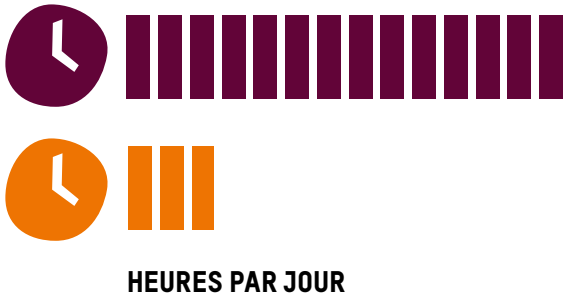
GRAPHIQUE 4 : LA LOURDE RESPONSABILITÉ DU TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ EST ASSUMÉE DE FAÇON DISPROPORTIONNÉE PAR LES FILLES ET LES FEMMES

● Femmes ● Hommes

L'écart de revenu entre les femmes et les hommes augmente lorsque les femmes sont dans la période procréative et productive de leur vie[36]. La « pauvreté en temps » accroît encore cet écart entre les femmes et les hommes[37].



Dans les communautés rurales et dans les pays à bas revenus, les femmes consacrent jusqu'à 14 heures par jour au travail de soin non rémunéré, soit cinq fois plus que les hommes dans ces communautés[38].



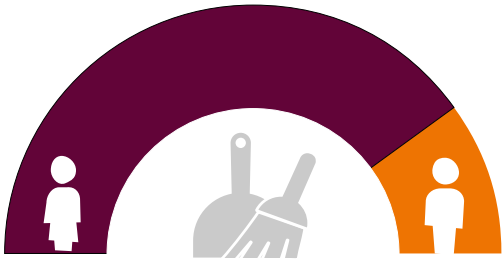
Dans le monde, 42 % des femmes en âge de travailler n'occupent pas un emploi rémunéré (contre 6 % des hommes) du fait de leurs responsabilités en matière de travail de soin non rémunéré[39].

Les filles qui assument une grande part du travail de soin non rémunéré fréquentent moins l'école que les autres filles[40].

En plus d'effectuer gratuitement le travail de soin dans leur foyer, de nombreuses femmes pauvres travaillent également au service d'autres personnes, par exemple en tant que travailleuses domestiques[41], l'un des secteurs où la main-d'œuvre est la plus exploitée dans le monde. Seulement 10 % de la main-d'œuvre domestique est couverte par le droit du travail au même titre que les autres travailleuses et travailleurs[42], et seulement près de la moitié bénéficie d'un salaire minimum[43]. Pour plus de la moitié de la main-d'œuvre domestique, la législation nationale ne prévoit aucune limite d'heures de travail[44]. Dans les cas les plus extrêmes de traite et de travail forcé, les travailleuses et les travailleurs domestiques se retrouvent littéralement piégés par leur employeur, où chaque aspect de leur vie est contrôlé, ce qui les rend invisibles et les prive de toute protection[45]. On estime que les 3,4 millions de travailleuses et de travailleurs domestiques victimes de travail forcé à travers le monde sont spoliés de 8 milliards de dollars chaque année, ce qui équivaut à 60 % des salaires dus[46].

GRAPHIQUE 5 : MAIN-D'ŒUVRE DOMESTIQUE : PARMI LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS LES PLUS EXPLOITÉS AU MONDE

Sur les quelque 67 millions de travailleuses et de travailleurs domestiques dans le monde, 80 % sont des femmes[47].



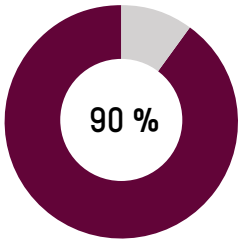
Seulement une travailleuse ou un travailleur domestique sur 10 jouit de la même protection que le reste de la main-d'œuvre en vertu du droit du travail[48].

Près de 50 % des travailleuses et des travailleurs domestiques ne bénéficient pas d'un salaire minimum et aucune limite légale sur le nombre d'heures de travail n'est définie pour plus de 50 % de ces personnes.

PAS DE SALAIRE MINIMUM

PAS DE LIMITE LÉGALE

On estime que 90 % de la main-d'œuvre domestique ne jouit d'aucun accès à un système de sécurité sociale (par ex., protection de la maternité et indemnisations)[49].



PAS DE SÉCURITÉ SOCIALE

ENCADRÉ 2. UNE MAIN-D'ŒUVRE DOMESTIQUE MALTRAITÉE

« Regina » (le prénom a été changé) a fait l'objet d'une traite vers le Royaume-Uni pour travailler dans le logement privé de son riche employeur. À son arrivée à Londres, Regina était contrainte de travailler de 6 h 00 à 23 h00 tous les jours dans l'appartement de standing de son employeur, dans le centre de Londres. Elle n'a jamais été payée pour son travail là-bas et n'avait pas l'autorisation de contacter sa famille ou de parler avec des personnes extérieures au foyer de son employeur. Elle dormait dans la buanderie et mangeait les restes. Son passeport lui avait été confisqué et elle raconte avoir souvent fait l'objet d'insultes de la part de ses employeurs, qui la qualifiaient de « stupide » et d'« inutile »[50].

Catalina Sántiz met du bois dans le four avant de cuisiner. Yocwitz, Chiapas, Mexique. Photo : Martiza Lavin

La responsabilité du travail de soin, aussi lourde qu'inégale, perpétue les inégalités de genre et économiques. Elle fragilise la santé et le bien-être des personnes assurant un travail de soin (majoritairement des femmes) et entrave leur prospérité économique en creusant les disparités entre les femmes et les hommes en matière d'emplois et de salaires. Elle prive également les filles et les femmes de temps, ce qui les empêche de répondre à leurs besoins essentiels et de participer à des activités politiques et sociales. Par exemple, en Bolivie, 42 % des femmes déclarent que le travail de soin est le principal obstacle à leur participation politique[51].

ENCADRÉ 3.

« LA PAUVRETÉ EN TEMPS » EN INDE : « JE N'AI PAS DE TEMPS, PAS MÊME POUR MOURIR »

Buchhu Devi se lève à 3 h 00 du matin pour cuisiner, faire le ménage et préparer le petit déjeuner et le déjeuner pour sa famille. Il y a un puits à proximité, mais elle n'y a pas accès du fait de son appartenance à la caste des intouchables. Elle doit donc parcourir 3 km pour collecter de l'eau. Ce qu'elle fait, trois fois par jour. Elle explique travailler sur un chantier de construction d'une route de 8 h 00 à 17 h 00, puis doit s'occuper des tâches ménagères du soir, à savoir collecter de l'eau et du bois de chauffage, faire des lessives, cuisiner, faire le ménage et aider les enfants avec leurs devoirs. Elle finit ses journées à minuit. Si elle n'a pas le temps de collecter du bois, sa famille ne mange pas et il n'est pas rare que son mari la batte pour la punir. « Je n'ai pas de temps, pas même pour mourir, sinon ils vont tous me maudire… Qui prendra soin d'eux et qui ramènera de l'argent dans la famille quand je serai partie ? »

Source : Dutta, Diya (2019), No Work is Easy! Notes from the Field on Unpaid Care Work for Women, Mind the Gap: The State of Employment in India 2019, Oxfam Inde. Disponible sur : https://www.oxfamindia.org/Mind-Gap-State-of-Employment-in-India

Alors même qu'il est le socle sur lequel repose une société prospère, le travail de soin peu ou non rémunéré est fondamentalement invisible. Il perpétue et est perpétué par les inégalités économiques et de genre. Le travail de soin est très largement sous-évalué et tenu pour acquis par les gouvernements et les entreprises. Il n'est souvent pas considéré comme un travail, et les sommes qui y sont consacrées sont traitées comme un coût et non un investissement, si bien qu'il devient invisible dans les mesures des progrès économiques et dans les agendas politiques.

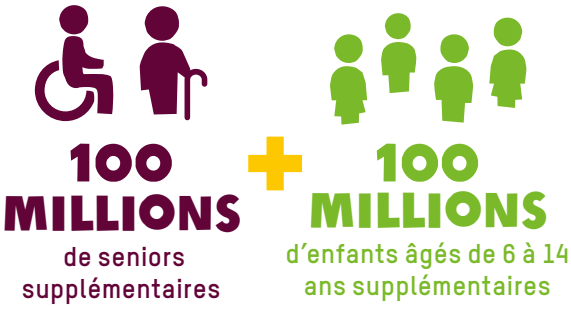
La crise latente du travail de soin

Le monde fait face à une crise du travail de soin à cause de l'impact du vieillissement de la population, des coupes réalisées dans les services publics et les systèmes de protection sociale, et des effets des changements climatiques, qui menacent d'aggraver la situation et d'alourdir le fardeau pesant sur les aidant-e-s.

D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), il devrait y avoir 100 millions de seniors supplémentaires et 100 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans supplémentaires requérant un service de garde ou d'accompagnement dans le monde à l'horizon 2030[52]. Les seniors auront besoin de soins plus intensifs et plus longs avec l'âge[53], avec des systèmes de soins de santé qui ne sont pas préparés pour les soutenir[54].

GRAPHIQUE 6 : LA CRISE LATENTE DU SECTEUR DU SOIN

SELON LES PROJECTIONS À L'HORIZON 2030, LE MONDE COMPTERA :



REQUÉRANT UN SERVICE DE GARDE OU D'ACCOMPAGNEMENT.

D'ici 2025, jusqu'à

2,4 MILLIARDS DE PERSONNES DANS LE MONDE

pourraient vivre dans des zones où les réserves d'eau sont insuffisantes à cause du changement climatique. De nombreuses filles et femmes devront parcourir de plus longues distances à pied pour collecter de l'eau.

Plutôt que d'étoffer les programmes sociaux et les dépenses pour investir dans les services de soin et lutter contre les inégalités, les pays augmentent les impôts de la frange pauvre de la population, réduisent les dépenses publiques et privatisent l'éducation et la santé, en suivant souvent les recommandations d'institutions financières comme le Fonds monétaire international (FMI). Oxfam a récemment démontré comment les programmes du FMI adoptant cette approche en Tunisie, en Égypte et en Jordanie ont eu des répercussions négatives sur les femmes, menaçant d'exacerber les inégalités[55]. Les gouvernements continuent de s'appuyer

sur la TVA alors même qu'il s'agit d'un impôt régressif qui affecte le plus durement les plus pauvres[56] et fait peser une charge disproportionnée sur les aidantes[57].

Les coupes budgétaires effectuées par les gouvernements mettent également sous pression les organisations de défense des droits des femmes. En 2017, au Brésil, des coupes dans les dépenses sociales se sont traduites par une réduction de 66 % du financement fédéral destiné au budget initialement alloué en 2017 aux programmes sur les droits des femmes qui promeuvent l'égalité entre les genres[58].

La crise climatique alourdit d'ores et déjà le fardeau pesant sur les femmes. On estime qu'à l'horizon 2025, jusqu'à 2,4 milliards de personnes pourraient vivre dans des zones où les réserves d'eau sont insuffisantes. Les filles et les femmes devront donc parcourir à pied des distances toujours plus longues pour collecter de l'eau[59]. Le changement climatique réduira également la quantité de denrées alimentaires produites et les maladies seront plus nombreuses, ce qui accentuera la pression et la somme de temps demandée aux filles et aux femmes, qui devront assurer la charge de travail supplémentaire et y consacrer encore plus d'heures dans leur journée.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE RÉDUIRA ÉGALEMENT LA QUANTITÉ DE DENRÉES ALIMENTAIRES PRODUITES ET LES MALADIES SERONT PLUS NOMBREUSES, CE QUI ACCENTUERA LA PRESSION ET LA SOMME DE TEMPS DEMANDÉE AUX FILLES ET AUX FEMMES.

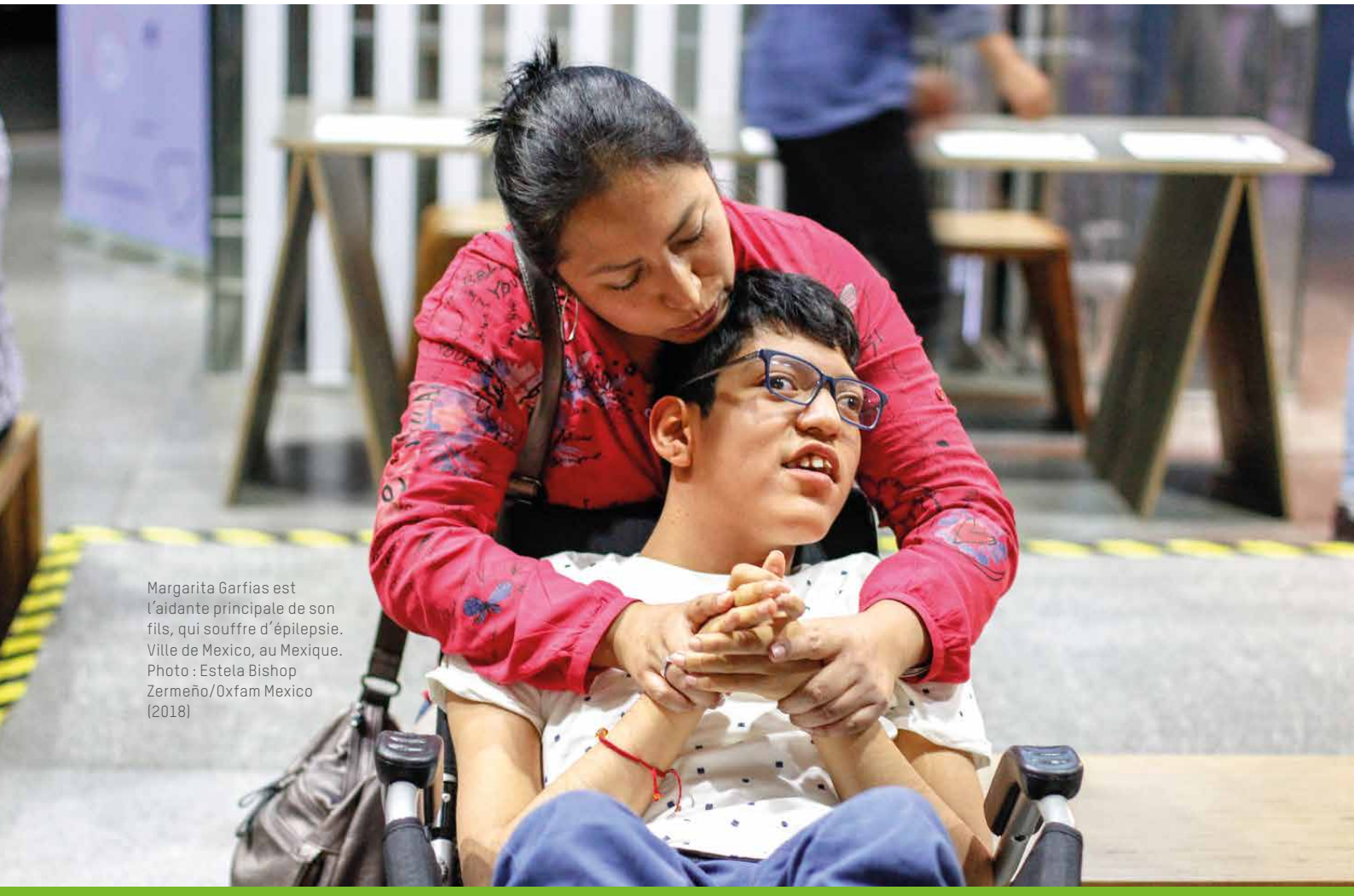
Lucas Aldana est un paysan qui vit avec sa femme et ses 5 enfants à Caparrosa, au Guatemala. La famille se consacre à plusieurs cultures, mais la récolte a été compromise par le manque de pluies. Photo : Pablo Tosco/ Oxfam Intermón (2019)

UN MONDE PLUS JUSTE EST POSSIBLE

Les gouvernements du monde entier peuvent et doivent construire une économie plus humaine et féministe, qui bénéficie aux 99 % et non à seulement 1 % de la population. Dans ce monde, chacun-e aurait un emploi formel accompagné d'un salaire décent, personne ne vivrait dans la peur de tomber malade faute de moyens pour se soigner, et chaque enfant aurait l'occasion d'exprimer son plein potentiel. Dans ce monde, notre économie prospérerait dans les limites de notre planète et transmettrait un monde meilleur aux générations futures.

Il est possible de s'attaquer à la fois au niveau spectaculaire des inégalités économiques et à la crise latente du secteur du soin, mais cela requerra des efforts concertés et des décisions politiques audacieuses pour réparer les dégâts et construire des systèmes économiques soucieux de l'ensemble des citoyen-ne-s. Pour y parvenir, il est indispensable de construire des systèmes nationaux de prise en charge avec la pleine participation de la société civile, notamment des groupes de défense des droits des femmes. De nouvelles mesures visant à redistribuer le travail de soin doivent s'inscrire dans une approche exhaustive de politiques redistributives pour combler le fossé entre riches et pauvres, à l'image d'une fiscalité progressive, de systèmes de protection sociale et de services publics gratuits, et de politiques pour limiter l'influence des entreprises et des grandes fortunes.

IL EST POSSIBLE DE S'ATTAQUER À LA FOIS AU NIVEAU SPECTACULAIRE DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET À LA CRISE LATENTE DU SECTEUR DU SOIN, MAIS CELA REQUERRA DES EFFORTS CONCERTÉS ET DES DÉCISIONS POLITIQUES AUDACIEUSES POUR RÉPARER LES DÉGÂTS ET CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES SOUCIEUX DE L'ENSEMBLE DES CITOYEN-NE-S.



Margarita Garfias est l'aidante principale de son fils, qui souffre d'épilepsie. Ville de Mexico, au Mexique. Photo : Estela Bishop Zermeño/Oxfam Mexico (2018)

Une économie féministe et l'égalité entre les genres sont incontournables pour créer une économie centrée sur l'humain. L'une des composantes essentielles de cette nouvelle économie plus juste consiste à mieux prendre en compte le rôle du travail de soin peu ou non rémunéré. Nous pouvons bâtir un monde plus égalitaire à la seule condition de changer la façon dont ce travail est réalisé et comment il est valorisé.

Depuis des décennies, économistes féministes, société civile et défenseur-e-s du travail de soin proposent une série de solutions pour mettre le travail de soin au premier plan, sous la forme d'un cadre transformateur baptisé « 4R ». Ces principes doivent être pris en compte.

Reconnaître le travail de soin peu ou non rémunéré effectué principalement par les filles et les femmes comme une forme de travail ou de production apportant une vraie valeur.

Réduire le nombre total d'heures consacrées au travail de soin non rémunéré grâce à un meilleur accès à des équipements de qualité et synonymes de gain de temps, ainsi qu'à une infrastructure propice à la bonne réalisation de ce travail de soin.

Répartir plus équitablement le travail de soin non rémunéré au sein des ménages et transférer dans le même temps la responsabilité du travail de soin non rémunéré à l'État et au secteur privé.

Représenter les plus marginalisé-e-s parmi les aidant-e-s et veiller à ce que leurs voix soient entendues dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, des services et des systèmes qui affectent leur vie.

Un changement est possible. D'Engna Legna Besdet, qui mobilise la main-d'œuvre domestique éthiopienne au Liban, à la campagne Domestic Workers Rising en Afrique du Sud, les femmes demandent le changement et revendiquent leurs droits. Les gouvernements commencent par ailleurs à écouter. En Uruguay, le très novateur système national de soin intégré inscrit dans la loi le droit à donner des soins et à en bénéficier et entérine les droits des aidant-e-s. La Nouvelle-Zélande a pour sa part introduit un budget dédié au bien-être en 2019. D'autres mesures sont toutefois encore nécessaires.

GRAPHIQUE 7 : DES MOUVEMENTS POUR LE CHANGEMENT, DES MESSAGES D'ESPOIR

Engna Legna (**Liban**) a réuni des travailleuses et des travailleurs domestiques ainsi que des militant-e-s pour appeler à mettre fin au système de kafala, qui permet aux employeurs de malmener la main-d'œuvre domestique. Photo : Engna Legna

En **Bolivie**, certains membres de la « Plataforma por la Corresponsabilidad Social y Pública del Cuidado » plaident en faveur d'une nouvelle loi sur le travail de soin à Cochabamba. Photo : Yamil Antonio

En **Afrique du Sud**, la campagne Domestic Workers Rising a promu avec succès les droits à indemnités en cas de blessures ou de maladies contractées sur le lieu de travail. Photo : Rukia Cornelius/Oxfam

À l'initiative de la National Rural Women's Coalition (**Philippines**), les femmes transportant des équipements de nettoyage domestiques ont appelé à s'attaquer à la question de la « pauvreté en temps », inspirant ainsi l'ordonnace We-Care à Salcedo. Photo : Alyssa Balite

Ayan va collecter de l'eau dans un puits. Elle vit dans un camp de déplacés internes à Garadag, au Somaliland. En raison de la sécheresse prolongée dans la région, sa famille a perdu son troupeau, qui constituait son moyen de subsistance, et peine à trouver de l'eau et de quoi se nourrir. Photo : Petterik Wiggers/Oxfam (2017)

RECOMMANDATIONS

Oxfam propose les six mesures suivantes pour faire valoir les droits des aidant-e-s et pour commencer à combler le fossé entre les personnes qui assurent le travail de soin peu ou non rémunéré et l'élite fortunée qui bénéficie le plus de leurs efforts.

1 **Investir dans les services publics en charge pour rééquilibrer la responsabilité du travail de soin qui incombe de façon disproportionnée aux filles et aux femmes.** Les gouvernements doivent investir dans des systèmes nationaux de prise en charge intergouvernementaux tout en investissant et en transformant les infrastructures et les services publics existants. Ces systèmes doivent inclure l'accès universel à de l'eau salubre, à un réseau d'assainissement et à des systèmes énergétiques nationaux, ainsi que des investissements pour proposer des services universels de garde d'enfants, d'accompagnement des seniors et de soins aux personnes handicapées. Ils doivent également inclure l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité, ainsi que la création d'un régime de protection sociale universelle (par ex. retraites, allocations pour les enfants). Dans le cadre de ces systèmes nationaux de prise en charge, les gouvernements doivent proposer au minimum 14 semaines de congé maternité payé et mettre progressivement en place une année de congé parental indemnisé, y compris un congé paternité qui se perd s'il n'est pas utilisé.

2 **Mettre un terme à l'extrême richesse pour éradiquer l'extrême pauvreté.** L'extrême richesse est symptomatique d'un système économique défaillant[60]. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour combler radicalement le fossé entre les riches et le reste de la société et privilégier le bien-être de l'ensemble de leurs citoyen-ne-s au lieu d'encourager une croissance et des profits débridés. Cela permettra d'éviter un monde qui ne pourvoit qu'aux besoins d'une minorité de privilégiés et expose des millions de personnes à la pauvreté. Les gouvernements doivent prendre des mesures décisives et audacieuses en taxant la fortune et les hauts revenus et en sanctionnant l'évasion fiscale et les règles fiscales inadéquates au niveau mondial qui permettent aux multinationales et aux plus riches de se soustraire à leurs obligations fiscales.

3 **Légiférer pour protéger les droits de l'ensemble des aidant-e-s et garantir des salaires décents pour les travailleuses et les travailleurs rémunérés pour leurs activités de soin.** Dans le cadre de leur système national de prise en charge, les gouvernements doivent mettre en place et veiller à la mise en œuvre de politiques sur les plans juridiques, économiques et sur le marché du travail pour protéger les droits des aidant-e-s et des travailleuses et des travailleurs rémunérés pour leurs activités de soin, que ce soit dans le secteur formel ou informel. Cela implique notamment de ratifier la convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques, d'adopter des politiques garantissant que toutes les personnes aidantes reçoivent un salaire décent et d'œuvrer à éliminer les écarts salariaux entre les femmes et les hommes.

LES GOUVERNEMENTS DOIVENT METTRE EN PLACE ET VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES SUR LES PLANS JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL POUR PROTÉGER LES DROITS DES AIDANT-E-S ET DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS RÉMUNÉRÉS POUR LEURS ACTIVITÉS DE SOIN.

4 **S'assurer que les aidant-e-s influent sur les processus décisionnels.** Les gouvernements doivent faciliter la participation des aidant-e-s et des travailleuses et des travailleurs non rémunérés pour leurs activités de soin à l'élaboration des politiques et aux processus à tous les niveaux. Ils doivent également investir pour recueillir des données complètes susceptibles de mieux éclairer l'élaboration des politiques et de permettre l'évaluation de l'impact de ces politiques sur les aidant-e-s. Il convient en parallèle de consulter les groupes de défense des droits des femmes, les économistes féministes et des expert-e-s de la société civile sur les questions de soin, et d'accroître le financement octroyé aux mouvements et aux organisations de femmes cherchant à participer au processus décisionnel. Ces mesures sont des piliers importants des systèmes nationaux de prise en charge.

5 **Remettre en question les normes nuisibles et les croyances sexistes.** Les normes nuisibles et les croyances sexistes qui font endosser la responsabilité du travail de soin aux filles et aux femmes engendrent une répartition inégale et genrée du travail de soin et perpétuent les inégalités économiques et entre les femmes et les hommes. Dans le cadre de leur système national de prise en charge, les gouvernements doivent investir des ressources pour contester ces normes nuisibles et ces croyances sexistes, notamment par le biais de campagnes et de communications publiques, ainsi que par voie législative. Par ailleurs, les hommes doivent passer à la vitesse supérieure pour assumer leurs responsabilités en matière de travail de soin afin de rééquilibrer la part disproportionnée incombant actuellement aux femmes au sein des ménages et dans les communautés.

6 **Valoriser le travail de soin dans les pratiques et les politiques commerciales.** Les entreprises doivent reconnaître la valeur du travail de soin et participer au bien-être de la main-d'œuvre. En outre, elles doivent soutenir la redistribution du travail de soin en proposant des indemnisations et des services comme des crèches et des chèques-services pour la garde d'enfants, et proposer des salaires décents aux personnes assurant ce travail de soin[61]. Les entreprises et les sociétés doivent assumer leur responsabilité et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en s'acquittant de leur juste part d'impôts, en déployant des pratiques d'embauche qui tiennent compte des besoins des familles (souplesse au niveau des heures de travail, congé payé), en menant des campagnes de communication publique pour remettre en cause la répartition genrée du travail de soin.

LES ENTREPRISES DOIVENT RECONNAÎTRE LA VALEUR DU TRAVAIL DE SOIN ET PARTICIPER AU BIEN-ÊTRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

NOTES

Les sources en ligne ont été consultées le 12 décembre 2019.

1 Pour de plus amples informations sur les sources et la méthodologie relatives à ces données, veuillez consulter P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419 La source des données sur les milliardaires est l'édition 2019 de la liste Forbes des milliardaires https://www.forbes.com/billionaires/#b91420e251c7 et celle des données sur les écarts de richesse est le Rapport annuel du Credit Suisse (2018). https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/annual-reports.html

2 P. Espinoza Revollo (2020),Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419

3 P. Espinoza Revollo (2020),Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419

4 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018. Dernière visite le 16 septembre 2019 sur https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity

5 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018). Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf

6 P. Espinoza Revollo (2020).Celles qui comptent : Note méthodologique d'Oxfam

7 Pour les calculs correspondants, voir la note méthodologique d'Oxfam P. Espinoza Revollo (2020). Op. cit.

8 P. Espinoza Revollo (2020),Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.

9 Credit Suisse annual reports: Global Wealth Report. https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html

10 Les trois sources utilisées par le Credit Suisse sont : les bilans des ménages au niveau national, les données sur l'examen des richesses et le classement des milliardaires de Forbes (pour évaluer plus précisément la fortune des personnes au sommet de la pyramide). Il est démontré que ces trois sources sous-estiment l'ampleur des richesses des personnes les plus fortunées dans la société, surtout parce que ces dernières sont réticentes à répondre aux enquêtes ou communiquent des données imprécises.

11 Fairbank Center for Chinese Studies (2018). Strongman Politics in the 21st Century. https://fairbank.fas.harvard.edu/events/panel-discussion-strong-man-politics-in-the-21st-century/

12 J. Nunns, L. Burman, J. Rohaly et J. Rosenberg (2016), An Analysis of Donald Trump's revised Tax Plan. https://www.taxpolicycenter.org/publications/analysis-donald-trumps-revised-tax-plan

13 K. Lum (janvier 2019), The Effects of Bolsonaro's Hate Speech on Brazil. Racism Monitor.

14 J. Lange (16 octobre 2018), 61 Things Donald Trump Has Said About Women. The Week. https://theweek.com/articles/655770/61-things-donald-trump-said-about-women

15 G. Epps (13 octobre 2016). Donald Trump's Attacks on the Rights of Minority Voters. The Atlantic. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/trump-election-intimidation-minority-voters/504014/; M. Savarese (3 janvier 2019). Jair Bolsonaro: Brazil's far-right President targets minorities on first day in office. The Independent. https://www.independent.co.uk/news/world/americas/jair-bolsanaro-brazil-first-day-executive-orders-indigenous-lands-lgbt-privatisation-gun-control-a8709801.html

16 F. Manjoo (6 février 2019), Abolish Billionaires: A Radical Idea is Gaining Adherents on the Left. It's the Perfect Way to Blunt Tech-driven Inequality. The New York Times. https://www.nytimes.com/2019/02/06/opinion/abolish-billionaires-tax.html

17 D. Jacobs (2015), Extreme Wealth is not Merited. Disponible sur https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-extreme-wealth-is-not-merited-241115-en.pdf

18 Calculs d'Oxfam, voir la note méthodologique. P. Espinoza Revollo (2020). Op. cit.

19 M. Lawson et al (2019), Services publics ou fortunes privées ? Quand les multinationales et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, elles privent les états de ressources pour financer les services publics essentiels, comme la santé ou l'éducation. Les gouvernements doivent agir contre les inégalités avec des mesures de justice fiscale. Oxfam. https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-summ-fr.pdf?sequence=17

20 A. Alstadsaeter, J.Niels et G. Zucman (2017), Tax Evasion and Inequality. National Bureau of Economic Research. DOI: 10.3386/w23772 https://www.nber.org/papers/w23772

21 C.Mariotti (2019), Les sept péchés capitaux du G7. Comment le G7 favorise la crise des inégalités. Oxfam. https://www.oxfam.org/fr/publications/les-sept-peches-capitaux-du-g7

22 Credit Suisse (2018). Global Wealth Report 2018 https://www.credit-suisse.com/about-us-news/en/articles/news-and-expertise/global-wealth-report-2018-us-and-china-in-the-lead-201810.html

23 Forum économique mondial (2018), The Global Gender Gap Report 2018. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2018.pdf

24 Max Lawson, et al. (2019). Services publics ou fortunes privées ? Op. cit.

25 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018. Dernière visite le 16 septembre 2019 sur https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity

26 Rapport sur les inégalités mondiales (2018), Dernière visite le 7 novembre 2019 sur https://wir2018.wid.world/

27 Rapport sur les inégalités mondiales (2018), Dernière visite le 7 novembre 2019 sur https://wir2018.wid.world/

28 Les chiffres sur les inégalités de revenus sont les plus précis pour une telle approche historique. Il est également possible de suivre une approche historique similaire concernant l'évolution des inégalités de richesses, mais les données ne sont pas aussi précises et fiables.

29 C. Larkner, D. Mahler, M. Negre et E. Prydz (2019). How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? World Bank Policy Research Working Paper 8869. http://documents.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf

30 K. Raworth (2017), A Doughnut for the Anthropocene: humanity's compass in the 21st century (https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(17)30028-1/fulltext#articleInformation)

31 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018). Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf

32 C. Arruzza, T. Bhattacharya et N. Fraser (2019), Feminism for the 99%: A Manifesto. London: Verso. https://www.versobooks.com/books/2924-feminism-for-the-99 et S. Federici (2004), Caliban and the Witch Autonomedia Publishing

33 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit.

34 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit

35 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit

36 ONU Femmes (2018), Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. ONU Femmes. https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-fr.pdf?la=fr&vs=431

37 A. Zacharias (2017), How Time Deficits and Hidden Poverty Undermine the Sustainable Development Goals. Levy Economics Institute, Bard College. http://www.levyinstitute.org/pubs/pn_17_4.pdf

38 L. Karimli, E. Samman, L. Rost et T. Kidder (2016), Factors and Norms Influencing Unpaid Care Work: Household survey evidence from five rural communities in Colombia, Ethiopia, the Philippines, Uganda and Zimbabwe. Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/factors-and-norms-influencing-unpaid-care-work-household-survey-evidence-from-f-620145

39 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm

40 A. A. Marphatia et R. Moussié (2013), A question of gender justice: Exploring the linkages between women's unpaid care work, education, and gender equality. International Journal of Educational Development. https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2013.05.005

41 L'OIT définit le travail domestique comme une activité réalisée dans ou pour un ou plusieurs ménages. Cela peut inclure les personnes qui logent sur place ou non, celles qui travaillent à l'heure ou à la journée pour divers employeurs, celles qui passent par un intermédiaire (public ou privé) et celles qui effectuent un éventail de travail de soin direct et indirect : garde d'enfants et accompagnement des seniors, ménage, cuisine, lessive, etc.

42 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Genève : Bureau international du Travail.

43 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Genève : Bureau international du Travail.

44 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit

45 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Op. Cit.

46 OIT (2014), Profits et pauvreté : l'économie du travail forcé. Genève : OIT. https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/publications/profits-of-forced-labour-2014/lang--fr/index.htm

47 Site Web de l'OIT, Qui sont les travailleurs domestiques https://www.ilo.org/global/topics/domestic-workers/WCMS_211090/lang--fr/index.htm

48 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Genève : Bureau international du Travail. https://www.ilo.org/travail/Whatsnew/WCMS_173363/lang--en/index.htm

49 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm

50 Kalayan. Étude de cas. http://www.kalayaan.org.uk/case-study/case-study-1-trafficked/

51 Tiempo para cuidar. Site internet. https://actions.oxfam.org/bolivia/CUIDADO2019/petition/

52 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit

53 R. Jackson, N. Howe et T. Peter (2013), The Global Aging Preparedness Index. Second Edition. Center for Strategic and International Studies (CSIS). https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/131010_Jackson_GlobalAging-PreparednessIndex2E_Web.pdf

54 Population Reference Bureau (1er avril 2016), Health Care Challenges for Developing Countries with Aging Populations. https://www.prb.org/healthcarechallengesfordevelopingcountrieswithagingpopulations/

55 N. Abdo (2019), The Gendered Impact of IMF Policies in Middle East and North Africa. Note d'information d'Oxfam. Dernière visite le 19 novembre 2019 https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-gendered-impact-of-imf-policies-in-mena-the-case-of-egypt-jordan-and-tunisia-620878

56 Programme promouvant l'égalité des sexes et les droits des femmes. Why Care About Taxation and Gender Equality. GTZ https://www.oecd.org/dac/gender-development/44896295.pdf

57 Nations Unies. (2018). Effects of foreign debt and other related financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights. Note to UN General Assembly. https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement

58 Centre for Economics and Social Rights (14 décembre 2017), Brazil's Austerity Cap Stunting Rights to Food, Health and Education. Communiqué de presse http://www.cesr.org/brazils-austerity-cap-stunting-rights-food-health-and-education

59 CARE Danmark (2016), Fleeing Climate Change: Impacts on Migration and Displacement. https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2016/11/FleeingClimateChange_report.pdf

60 D. Hardoon (2017), Une économie au service des 99 %. Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Oxfam. https://www.oxfam.org/fr/publications/une-economie-au-service-des-99

61 Oxfam GB et Unilever (2019). Business Briefing on Unpaid Care and Domestic Work: Why unpaid care by women and girls matters to business, and how companies can address it. Oxfam GB et Unilever. https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/business-briefing-on-unpaid-care-and-domestic-work-why-unpaid-care-by-women-and-620764. DOI: http://dx.doi.org/10.21201/2019.4405.

OXFAM est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (Netherlands) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
KEDV (Oxfam Turquie) (https://www.kedv.org.tr/)

À ÉGALITÉ!

OXFAM